

Note explicative sur le chômage partiel

Qu'est-ce que le chômage partiel ?

Le chômage partiel fait partie des mesures destinées à prévenir le licenciement pour causes conjoncturelles et assurer le maintien de l'emploi.

En effet, sous certaines conditions comme le précise Art. L.511-1 et Art. L.511-2 du « Code du Travail », des subventions peuvent être accordées aux employeurs qui, plutôt que de procéder à des licenciements pour cause conjoncturelle s'engagent à maintenir la relation de travail de leur personnel et à leur verser une indemnité de compensation pour les pertes de rémunération.

Parmi les 4 différents types de chômage partiel, deux instruments peuvent s'appliquer à notre secteur :

1. chômage partiel de source conjoncturelle
2. chômage partiel pour lien de dépendance économique

Chômage partiel de source conjoncturelle

Cet instrument est applicable pour une durée maximale de 6 mois par an. Si après cette période les problèmes persistent, ceux-ci ne sont plus considérés comme étant de nature conjoncturelle, mais de nature structurelle et par conséquent la société tombe sous un autre régime.

Lorsqu'une société effectue une demande de chômage partiel de source conjoncturelle, l'analyse du Comité de Conjoncture porte d'abord sur le secteur d'activité. Pour que la société puisse bénéficier du chômage de source conjoncturelle, tout le secteur (branche économique) dont la société est issue doit être déclaré en crise. Cela veut dire que le Gouvernement atteste que ce secteur a des problèmes conjoncturels et ceci entraîne l'éligibilité de toutes les entreprises de ce secteur au chômage partiel.

Chômage partiel pour lien de dépendance économique

Le chômage partiel pour lien de dépendance économique s'applique aux sociétés, qui :

- travaillent exclusivement pour une autre société et que les commandes de celle-ci baissent de façon importante ou qu'elle rompt ce contrat,
- ont perdu un ou plusieurs de leurs clients principaux de façon imprévue et que ceux-ci représentaient une partie non négligeable de leur chiffre d'affaires,
- travaillent pour une société (p.ex. en sous-traitance) qui durant la même période bénéficie du chômage partiel.

Le chômage partiel pour lien de dépendance économique ne peut pas compenser le manque de travail ou de commandes dû à des facteurs saisonniers.

La période d'éligibilité pour ce type de chômage s'applique en général sur des périodes de courte durée, sauf dans des cas exceptionnels.

Principe de répartition de l'indemnité de chômage

Le « Code du Travail » dispose que l'indemnité compensatoire de rémunération correspondant à la première tranche de 16 heures perdues par mois de calendrier est entièrement prise en charge par l'employeur.

Le « Fonds pour l'Emploi » intervient à partir de la 17^e heure perdue à raison de 80% de la rémunération horaire brute touchée par le travailleur d'après les modalités de l'article L. 511-11 du « Code du Travail ». A noter que l'interruption de travail pour chômage partiel ne peut pas excéder 50 % de la durée mensuelle normale de travail.

En conséquent, le salaire du travailleur est minoré de 20% mais seulement sur la partie chômée, qui ne peut en aucun excéder 50% de la durée totale.

Comment est prise en charge l'indemnité compensatoire de rémunération ?

Le versement du salaire de compensation est effectué par l'employeur qui obtient remboursement par le fonds pour l'emploi du montant global de l'indemnité compensatoire avancée par lui pour les heures de travail perdues au-delà de la 1^{ère} tranche de 16 heures par mois de calendrier, cette 1^{ère} tranche étant prise en charge par l'employeur.

Procédure de demande du chômage partiel

Pour que la société puisse bénéficier du chômage de source conjoncturelle, tout le secteur (branche économique) dont la société est issue doit être déclaré en crise. Pour l'instant ceci n'est pas le cas, le Gouvernement n'a pas encore donné son accord.

Dans l'immédiat, les entreprises qui connaissent une baisse d'activités pour lien de dépendance économique, peuvent d'ores-et-déjà lancer leur procédure de demande.

Pour ce faire, celles-ci doivent compléter le « formulaire de demande d'octroi du chômage partiel » téléchargeable sur le site du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur à l'adresse suivante: http://www.cdc.public.lu/formulaires/form_oct_chom_part.doc et l'introduire avant le 12^e jour du mois précédent le mois durant lequel la société désire chômer auprès du Secrétariat du Comité de Conjoncture par courrier à l'adresse qui suit : *Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Secrétariat du Comité de Conjoncture, L-2914 Luxembourg.*

Rappelons encore que conformément à l'Art. L.511-6 du « Code de Travail », ce formulaire doit être accompagné des comptes annuels des trois dernières années, d'une attestation de paiement des cotisations de sécurité sociale et doit obligatoirement porter la contresignature des délégués du personnel. Si la société compte moins de 15 salariés ou si elle ne dispose pas d'une délégation du personnel, chaque salarié concerné devra signer individuellement.

Erläuterungen zur Kurzarbeit

Was ist Kurzarbeit?

Kurzarbeit gehört zu den Maßnahmen, Entlassung wegen schlechter konjunktureller Wirtschaftslage vorzubeugen und das Arbeitsverhältnis zu erhalten.

Unter bestimmten Bedingungen, wie festgelegt in den Art L 511-1 und Art L 511-2 des "Code du Travail", können staatliche Beihilfen an Unternehmer bewilligt werden, welche, anstatt Entlassungen aus konjunkturellen Anlässen vorzunehmen, sich verpflichten die Arbeitsverhältnisse zu Ihren Mitarbeiter aufrechtzuerhalten und ihnen ein Kurzarbeitergeld (indemnité de compensation pour perte de rémunération) zu entrichten.

Neben zwei anderen Formeln von Kurzarbeit, können wir zwei Instrumente für unser Gewerbe zurückbehalten:

1. Kurzarbeit aus konjunkturellen Anlässen (Chômage partiel de source conjoncturelle)
2. Kurzarbeit im Falle einer wirtschaftlichen Abhängigkeit (Chômage partiel pour lien de dépendance économique)

Kurzarbeit aus konjunkturellen Anlässen

Diese Maßnahme ist für eine maximale Dauer von 6 Monaten pro Jahr vorgesehen. Wenn nach dieser Zeitspanne die Probleme weiterhin bestehen, werden diese nicht mehr einer konjunkturellen Kausalität zugeschrieben, sondern werden auf Begebnisse struktureller Natur zurückgeführt. Infolgedessen fällt das Unternehmen unter eine andere gesetzliche Art von Kurzarbeit.

Wenn ein Unternehmen einen Antrag auf Kurzarbeit aus konjunkturellen Anlässen stellt, konzentriert sich die Analyse des Konjunkturrates (Comité de Conjoncture) an erster Stelle auf den einzelnen Wirtschaftsbereich. Bevor das Unternehmen auf Kurzarbeit konjunktureller Art zurückgreifen kann, muss zuerst der ganze wirtschaftliche Bereich, in dem das Unternehmen aktiv ist, offiziell als Krisenbereich erklärt sein. Dies heißt, dass die Regierung bestätigt, dass der genannte Sektor konjunkturelle Probleme hat, und somit die Anspruchsmöglichkeit für alle Unternehmen aus diesem Wirtschaftszweig auf Kurzarbeit eröffnet.

Kurzarbeit im Falle einer Wirtschaftlichen Abhängigkeit

Die Kurzarbeit im Falle einer wirtschaftlichen Abhängigkeit betrifft Unternehmen welche:

- ausschließlich für ein anderes Unternehmen tätig sind, dessen Auftragslage stark zurück gegangen ist oder die ihren Vertrag als Subunternehmer gekündigt bekommen haben,
- einen oder mehrere ihrer Hauptkunden kurzfristig verloren haben und somit einem Grossteil ihres Umsatzes verloren haben,
- für ein Unternehmen tätig sind (z.B. als Zulieferer), das selbst Kurzarbeit angefragt hat,

Das Instrumentarium der Kurzarbeit im Falle einer wirtschaftlichen Abhängigkeit ist nicht für Auftragsmängel, die durch saisonale Faktoren bedingt sind, vorgesehen.

Die Möglichkeit diese Art von Kurzarbeit in Anspruch zu nehmen, ist zeitlich stark begrenzt, außer in Extremfällen.

Verteilungsprinzip der Entschädigung für Kurzarbeit

Das Arbeitsrecht schreibt vor, dass für den ersten monatlichen Anteil von 16 Stunden Entschädigungen für Kurzarbeit ganz vom Arbeitgeber übernommen werden.

Der Beschäftigungsfond, übernimmt ab der 17 nicht gearbeiteten Stunde 80 % des Bruttostundenlohns, gemäß den Bedingungen des Art L.511-11 des Arbeitsrechts.

Wir weisen darauf hin, dass die Kurzarbeit nicht mehr als 50 % der normalen Arbeitsdauer im Monat überschreiten darf.

Das Arbeitnehmergehalt wird während dieser Zeit um 20% gekürzt, dies aber nur für den nicht gearbeiteten Teil (maximal 50% der Arbeitsdauer).

Wie wird die Kompensationsentschädigung übernommen?

Die Auszahlung der Entschädigung erfolgt durch den Arbeitgeber, welcher vom Beschäftigungsfond eine Rückerstattung erhält. Letztere trägt dem Arbeitsausfall ab der 17 Stunde Rechnung, da die ersten 16 Stunden vom Unternehmen zu tragen sind.

Antragsverfahren für Kurzarbeit

Bevor das Unternehmen auf die Kurzarbeiterregelung aus konjunkturellen Anlässen zurückgreifen kann, muss zuerst der entsprechende Wirtschaftsbereich, in dem das Unternehmen tätig ist, offiziell als Krisenfall erklärt sein. Dies ist zurzeit nicht der Fall, die Regierung hat unserem Gesuch noch nicht zugestimmt.

Gegenwärtig können jedoch Unternehmen, die einen Aktivitätsrückgang im Falle einer wie oben beschriebenen wirtschaftlichen Abhängigkeit feststellen, jetzt bereits ihren Antrag stellen.

Dazu dient das Formular "formulaire de demande d'octroi du chômage partiel", welches auf der Internetseite des Wirtschaftsministeriums über die Internetadresse: http://www.cdc.public.lu/formulaires/form_oct_chom_part.doc zu finden ist. Als Stichdatum für den Antrag ist der 12. Tag des vorangehenden

Kurzarbeitsmonats vorgesehen. Dieser Antrag ist an folgender Adresse zu richten: *Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Secrétariat du Comité de Conjoncture, L-2914 Luxembourg.*

Folgende Dokumente müssen dem Antragsformular beiliegen: die 3 letzten Jahresbilanzen sowie eine Zahlungsbescheinigung der Krankenkassenbeiträge. Der Antrag muss von den Mitgliedern des Personalausschusses unterschrieben sein. Falls das Unternehmen weniger als 15 Arbeitnehmer beschäftigt oder kein Personalausschuss existiert, muss jeder betroffene Arbeitnehmer einzeln unterschreiben.